



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2016

SOMMAIRE

I.	RAPPORT D'ACTIVITE DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2016	3
II.	COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016	4
	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
	ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES	4
	ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE	5
	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	5
	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	6
	NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	7
III.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016	12
IV.	DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	13

I. RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2016

1. Evénements importants survenus sur le semestre et leur incidence sur les comptes

Le groupe Micropole a réalisé au premier semestre 2016 un chiffre d'affaires de 56,4 millions d'euros, en hausse de 11% par rapport aux 50,9 millions d'euros constatés sur la même période l'an passé.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 1,7 million d'euros, soit en quasi-doublement par rapport à la même période l'an passé et en croissance continue depuis le second semestre 2014.

Le résultat net du premier semestre est impacté par une provision exceptionnelle à hauteur de 0,9 million d'euros dans la ligne « Autres charges non opérationnelles » (sans effet sur la trésorerie du groupe), destinée à solder définitivement le contentieux judiciaire lié à l'exécution d'un marché public qui opposait le Groupe à l'ONP depuis 2013. Le 12 juillet 2016, le Tribunal Administratif de Paris a rendu un jugement en faveur de Micropole estimant que la résiliation du marché aux torts exclusifs de Micropole était injustifiée et abusive. L'Etat a ainsi été condamné à verser à Micropole une indemnité de 740 k€ au titre des préjudices subis. Les deux parties ont décidé qu'il était dans leur intérêt respectif de ne pas faire appel. Hormis cet élément exceptionnel, le résultat net du premier semestre 2016 aurait été positif de 0,5 m€, contre une perte de 0,4m€ sur la même période l'an passé.

La performance opérationnelle de la période traduit le dynamisme commercial et la complémentarité des offres dans un marché en pleine mutation, qui place aujourd'hui Micropole de plus en plus régulièrement en concurrence avec les grands cabinets de Conseil et les groupes de communication internationaux. Cette excellente orientation de l'activité concerne ainsi toutes les offres du Groupe et l'ensemble de ses zones d'implantation :

D'un point de vue géographique, la croissance organique reste particulièrement dynamique à l'international. Les activités en France ont enregistré une nette progression sur le premier semestre soutenues notamment par l'amélioration de l'ensemble des indicateurs opérationnels. Forte du lancement de la marque WIDE mi-2015, la Suisse enregistre d'excellentes performances sur le semestre avec un chiffre d'affaires en progression de 30%. Le Benelux, dont les activités sont essentiellement axées sur le Conseil et le Pilotage de la Performance, poursuit également, semestre après semestre, sa très forte progression (+40%).

Pour mémoire, la société Micropole SA a procédé à une augmentation de capital en juin 2016 qui s'est traduite par l'émission de 2.595.939 actions nouvelles émises à un prix de 0,71 euros représentant un produit brut d'émission de 1.843.116,69 euros.

2. Perspectives, principaux risques et incertitudes pour le semestre à venir

Hormis les incertitudes liées à l'évolution des conditions économiques du marché, et compte tenu de la résolution définitive du contentieux juridique avec l'Etat sur le marché ONP rappelé ci-dessus, le groupe considère que les principaux risques n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à ceux identifiés dans le document de référence 2015 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 5 juillet 2016 sous le numéro D.16-0671 aux pages 55 à 57.

II. COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Note	30/06/2016 6 mois	30/06/2015 ⁽¹⁾ 6 mois	31/12/2015 12 mois
CHIFFRES D'AFFAIRES	3.1	56 361	50 886	102 994
Autres produits de l'activité		-	-	-
Achats et sous-traitance		-9 331	-7 250	-16 408
Charges de personnel	3.2	-38 050	-35 491	-69 629
Charges externes		-5 810	-5 830	-11 178
Impôts et taxes		-753	-726	-1 528
Dotations aux amortissements		-688	-633	-1 316
Dotations nettes aux provisions		-50	-16	-369
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		1 679	941	2 567
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>3,0%</i>	<i>1,8%</i>	<i>2,5%</i>
Autres produits et charges opérationnels	3.3	-1 238	-273	-861
RESULTAT OPERATIONNEL		441	668	1 706
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>0,8%</i>	<i>1,3%</i>	<i>1,7%</i>
Coût de l'endettement financier net		-262	-243	-504
Autres produits et charges financiers		-23	-76	-16
Charges d'impôt	3.4	-532	-522	-1 050
Résultat net des activités poursuivies		-376	-172	136
Résultat net des activités destinées à être cédées/abandonnées		-15	-171	-332
RESULTAT NET DE LA PERIODE		-391	-343	-196
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>-0,7%</i>	<i>-0,7%</i>	<i>-0,2%</i>
Dont :				
Part attribuable aux minoritaires		223	0	0
Part attribuable aux actionnaires de la société		-614	-343	-196
Résultat par action	3.5	-0,02	-0,01	-0,01
Résultat dilué par action		-0,02	-0,01	-0,01

(1) : Conformément à la norme IFRS5, reclassement au compte de résultat du 1^{er} semestre 2015 des agrégats d'une activité initialement considérée comme en cours de cession

ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Note	30/06/2016 6 mois	30/06/2015 6 mois	31/12/2015 12 mois
Résultat de la période		-391	-343	-196
Gains/pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables en résultat				
- Ecart actuariels sur provision retraite		-	-	-35
- Effets d'impôts		-	-	-
Gains/pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables en résultat				
- Différence de conversion		-20	743	486
- Effets d'impôts		-	-	-
Total des gains et pertes de la période		-411	400	255
Dont :				
Part attribuable aux minoritaires		223	0	0
Part attribuable aux actionnaires		-634	400	255

ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2016	31/12/2015
ACTIF			
Total actifs non courants		58 016	57 989
Ecart d'acquisition	4.1	51 114	51 140
Autres immobilisations incorporelles		1 218	1 248
Immobilisations corporelles		1 213	1 221
Actifs financiers non courants		2 076	1 985
Actifs d'impôt différé		2 395	2 395
Total actifs courants		65 824	69 852
Clients et autres débiteurs	4.2	60 932	59 120
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.5	4 892	10 732
Actifs destinés à la vente		-	-
TOTAL ACTIF		123 840	127 841
PASSIF			
Capitaux propres	4.3	52 082	50 752
Capital		1 428	1 298
Primes et réserves		51 959	50 664
Titres auto-détenus	4.3	-927	-1 014
Résultat de la période		-614	-196
Intérêts minoritaires		236	-
Passifs non courants		13 395	16 384
Provisions non courantes		1 031	1 008
Emprunts long terme	4.5	11 818	15 376
Autres passifs non courants		546	-
Passifs courants		58 363	60 705
Dettes financières court terme	4.5	14 930	14 789
Fournisseurs et autres créditeurs	4.4	42 491	44 801
Provisions courantes		942	1 115
Passifs destinés à la vente		-	-
TOTAL PASSIF		123 840	127 841

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Nombres actions	Capital	Primes	Réserves / résultats	Capitaux propres
Situation au 31/12/2014⁽¹⁾	25 959 400	1 298	72 582	-23 380	50 500
Actions propres				-2	-2
Gains/pertes capitaux propres				743	743
Résultat de la période				-343	-343
Situation au 30/06/2015	25 959 400	1 298	72 582	-22 982	50 898
Actions propres				-1	-1
Gains/pertes capitaux propres				-292	-292
Résultat de la période				147	147
Situation au 31/12/2015	25 959 400	1 298	72 582	-23 128	50 752
Actions propres				-17	-17
Augm. capital, nette de frais	2 595 920	130	1 615		1 745
Intérêts minoritaires				13	13
Gains/pertes capitaux propres				-20	-20
Résultat de la période				-391	-391
Situation au 30/06/2016	28 555 320	1 428	74 197	-23 543	52 082

Dont :

Part attribuable aux minoritaires	0	0	236	236
Part attribuable aux actionnaires de la société	1 428	74 197	-23 779	51 846

⁽¹⁾ : y compris incidence de la 1^{ère} application d'IFRIC 21

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	30/06/2016 6 mois	30/06/2015 6 mois ⁽¹⁾	31/12/2015 12 mois
1 -Opérations d'exploitation			
Résultat des activités poursuivies	-376	-172	136
Amortissements, dépréciations et provisions	533	658	1 706
-Ecart d'acquisition	-	-	-
-Immobilisations incorporelles	309	297	604
-Immobilisations corporelles	379	342	728
-Provisions	-155	19	374
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie ⁽²⁾	900	-	-
Résultat sur cession d'actifs non courants	-	-	2
Coût de l'endettement financier net	265	243	504
Charge d'impôt (yc impôts différés)	532	486	1 050
Marge Brute d'autofinancement	1 854	1 214	3 398
Impôts versés	-540	-646	-1 050
Variation du Besoin en Fonds de Roulement ⁽²⁾	-4 015	-3 670	-3 500
Flux net de trésorerie lié à l'activité opérationnelle	-2 701	-3 102	-1 153
2 -Flux d'investissement			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-634	-540	-824
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-112	-96	-201
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	13	58	109
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-444	-401	-928
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-	-	-
Dividendes reçus	-	-	-
Variation des prêts et avances consentis	-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement	-1 177	-979	-1 844
3 -Opérations de financement			
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	1 745	-	-
Décaissements (nets) liés aux opérations sur actions propres	-17	-2	-3
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	17	4 251	8 565
Remboursement d'emprunts	-3 434	-2 786	-2 532
Intérêts nets versés	-217	-261	-433
Autres flux liés aux opérations de financement	-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux activités de financement	-1 906	1 202	5 597
Incidence variation des taux de change sur la trésorerie nette	-16	141	88
Variation globale de la trésorerie	-5 800	-2 738	2 688
Flux net de trésorerie des activités abandonnées	-16	22	29
Trésorerie nette au début de l'exercice	10 682	7 965	7 965
Variation de la trésorerie	-5 800	-2 716	2 717
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	4 882	5 249	10 682

(1) : Conformément à la norme IFRS5, reclassement en tableau de flux de trésorerie du 1^{er} semestre 2015 des agrégats d'une activité initialement considérée comme en cours de cession

(2) : Après neutralisation de l'effet non cash du résultat constaté sur la ligne « Autres charges non opérationnelles » au titre de la dépréciation d'encours clients pour 0,9m€ consécutive au jugement ONP par le Tribunal Administratif du 12 juillet 2016

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Préambule

Les états financiers consolidés résumés de la Société au 30 juin 2016 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble constituant le « Groupe ») et les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 28 septembre 2016.

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1. BASE DE PREPARATION

Les comptes consolidés semestriels résumés ont été préparés sur la base du référentiel IFRS (normes et interprétations) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2016 à la date de préparation des états financiers. Les états financiers consolidés au 30 juin 2016 résumés sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et disponible sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ils correspondent à des états financiers intermédiaires résumés et ne comprennent pas toute l'information nécessaire aux états financiers annuels complets. Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe publiés au 31 décembre 2015.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

1.2. REFERENTIEL DE PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 sont identiques à ceux appliqués dans les états financiers consolidés publiés au 31 décembre 2015, à l'exception de l'adoption des changements concernant les principes comptables, interprétations et amendements des normes obligatoires à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2016 présentés ci-dessous.

- Amendement d'IAS 1, initiative concernant les informations à fournir ;
- Amendements d'IAS 19, plans à prestations définies – contributions du personnel ;
- Amendements d'IAS 16 et IAS 38, clarification des méthodes acceptables de dépréciation et amortissements ;
- Amendement d'IFRS 11, Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune
- Améliorations annuelles des IFRS : cycle 2012-2014.

Enfin, les états financiers du groupe au 30 juin 2016 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 30 juin 2016 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter d'exercices ouverts postérieurement au 1^{er} janvier 2016.

1.3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DE LA DIRECTION

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement. Dans le contexte actuel de difficultés à appréhender les perspectives économiques, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 30 juin 2016 ont été réalisées par la direction de la société sur la base de la meilleure estimation possible à ce jour de l'avenir prévisible. Les estimations sont réalisées dans le cadre d'hypothèses prenant en compte les effets du plan de rationalisation de l'activité visant à améliorer la rentabilité et la croissance du chiffre d'affaires.

2. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés au 30 juin 2016 intègrent l'ensemble des sociétés suivantes :

Sociétés	Pays	Méthode Consolidation	% d'intérêts en 2016	% d'intérêts en 2015
MICROPOLE	France	Société mère		
MICROPOLE France	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Atlantique	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Rhône-Alpes	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Méditerranée	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Nord	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 1	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 2	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 3	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 4	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 5	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 6	France	IG	100 %	100 %
ISARTIS	France	IG	100 %	100 %
Agence WIDE	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Institut	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Suisse	Suisse	IG	100 %	100 %
CROSS Systems Suisse	Suisse	IG	100 %	100 %
TERATEC	Suisse	IG	100 %	100 %
BERYL Management	Suisse	IG	100 %	100 %
MICROPOLE CONSULTING Belgium (ex Velixis)	Belgique	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Belgium (ex Oasis Consultants)	Belgique	IG	100 %	100 %
WEQAN	Belgique	IG	25 %	25 %
OASIS Consultants	Luxembourg	IG	100 %	100 %
EASTEQ China	Hong-Kong	IG	100 %	100 %
MICROPOLE China	R.P. Chine	IG	100 %	100 %

IG : Intégration globale

2.2. ACTIVITES ABANDONNEES OU DESTINEES A ETRE CEDEES

Le Groupe a pris la décision en mai 2014 de céder l'ensemble de ses activités SAP-ERP opérationnelles et autonomes non stratégiques (en France, Suisse et Belgique). Conformément à IFRS 5, le résultat et les flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées ou destinées à être cédées se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30/06/2016 6 mois	30/06/2015 6 mois	31/12/2015 12 mois
CA	-	52	52
Résultat opérationnel	-12	-157	-317
Charges d'impôts	-	-10	-10
Résultat de l'exercice relatif aux activités abandonnées ou destinées à être cédées	-15	-171	-332
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation	0	25	35
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'investissement	-	-	-
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de financement	-	-3	-6
Flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées	0	22	29

Par ailleurs, les données du 1er semestre 2015, présentées ci-après au chapitre 3 à titre de comparaison, intègrent les agrégats d'une activité qui avait été initialement comptabilisée au 1^{er} semestre 2015 comme étant en cours de cession et réintégrés en activités poursuivies pour les états financiers 2015.

3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est la suivante :

En milliers d'euros	30/06/2016 6 mois	30/06/2015 6 mois	31/12/2015 12 mois
France	40 910	39 375	77 955
Autres zones géographiques	15 451	11 512	25 038
Total	56 361	50 886	102 994

3.2. CHARGES DE PERSONNEL

En milliers d'euros	30/06/2016 6 mois	30/06/2015 6 mois	31/12/2015 12 mois
Salaires	-25 915	-24 314	-48 136
Charges sociales	-12 135	-11 176	-21 492
Total	-38 050	-35 491	-69 629

3.3. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

En milliers d'euros	30/06/2016 6 mois	30/06/2015 6 mois	31/12/2015 12 mois
Dépréciation d'actifs ⁽¹⁾	-900	-	-
Perte de valeurs des écarts d'acquisition et/ou variation de la juste valeur des dettes sur compléments de prix ⁽²⁾	-114	78	-94
Coût d'intégration des sociétés acquises	-9	-	-69
Autres coûts ⁽³⁾	-215	-351	-698
Total	-1 238	-273	-861

⁽¹⁾ Dépréciation d'encours clients pour 0,9m€ consécutive au dénouement d'un contentieux judiciaire avec l'Etat datant de 2013 par le Tribunal Administratif de Paris du 12 juillet 2016. Le Tribunal a rendu un jugement favorable pour Micropole sur le fond estimant que la résiliation du marché par l'ONP, aux torts de Micropole en raison de difficultés rencontrées dans l'exécution du marché, revêtait un caractère injustifié et abusif et, par voie de conséquence, condamnait l'Etat à verser à Micropole une indemnité de 740 k€ au titre des préjudices subis.

⁽²⁾ En 2016, une charge de 114 milliers d'euros a été enregistrée sur l'évolution de juste valeur des dettes sur compléments de prix contre 94 milliers d'euros en 2015.

⁽³⁾ Les autres coûts correspondent à des charges de restructuration, principalement des indemnités de départ à caractère non récurrent et individuellement significatives.

3.4. IMPOTS SUR LES RESULTATS

En milliers d'euros	30/06/2016 6 mois	30/06/2015 6 mois	31/12/2015 12 mois
Impôts exigibles	-532	-522	-1 050
Impôts différés	0	0	0
Total	-532	-522	-1 050

La composante CVAE de la Contribution Economique Territoriale (CET) pour la France est classée en impôt sur le résultat, conformément aux pratiques sectorielles.

3.5. RESULTAT PAR ACTION

	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Résultat des activités poursuivies par action	-0,02	-0,01	0,01
Résultat des activités abandonnées par action	0,00	-0,01	-0,01
Résultat net de base par action (en euros)	-0,02	-0,01	-0,01
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités poursuivies	-599	-172	136
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités abandonnées	-15	-171	-332
Résultat utilisé pour le calcul du résultat de base par action (en milliers d'euros)	-614	-343	-196
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	28 555	25 959	25 959
Résultat des activités poursuivies dilué par action	-0,02	0,01	0,00
Résultat des activités abandonnées dilué par action	0,00	-0,01	-0,01
Résultat net de base par action (en euros)	-0,02	-0,01	-0,01
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités poursuivies	-599	-172	136
Charges d'intérêts sur dette convertible	-	-	-
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités abandonnées	-15	-171	-332
Autres	-	-	-
Résultat utilisé pour le calcul du résultat de base par action	-614	-343	-196
Nombre moyen d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat de base par action	28 555	25 959	25 959
Actions présumées être émises sans contrepartie (plan d'option de souscription d'actions des salariés, dettes convertibles en action,...)	4 702	4 702	4 702
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	33 257	30 661	30 661

4. NOTES RELATIVES AU BILAN

4.1. ECARTS D'ACQUISITION

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015
Valeur au 1 ^{er} janvier	51 140	50 801
Acquisition de l'exercice	-	-
Compléments de prix sur acquisitions antérieurs à l'exercice	-	-

Cessions	-	-
Ecart de conversion	-26	339
Dépréciation	-	-
Autres (reclassements,...)	-	-
Valeur fin de période	51 114	51 140

Les principaux écarts d'acquisition par groupe d'UGT se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015
France	36 618	36 618
Autres zones géographiques	14 496	14 522
Total	51 114	51 140

La valeur recouvrable des deux regroupements d'UGT (France et Autres zones géographiques) a été déterminée en s'appuyant principalement sur les méthodes de flux nets futurs de trésorerie actualisés. La méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés utilise les projections à 5 ans de flux de trésorerie établies à partir d'estimations et plan à moyen terme. Les prévisions sont fondées sur des plans d'actions par UGT et sur les données macroéconomiques fournies par le Syntec Informatique pour le principal regroupement d'UGT France. Au-delà de ces 5 années, les flux de trésorerie sont extrapolés à partir d'un taux de croissance à l'infini de 2% pour la France et compris entre 1% et 4% pour les autres zones. L'actualisation de ces flux est effectuée sur la base du coût moyen pondéré du capital (CMPC) après impôt du Groupe respectivement à 7,7% pour la France et compris entre 6,33% et 12% pour les autres zones. Le taux de croissance à long terme et les taux d'actualisation résultent d'une moyenne des estimations d'un échantillon représentatif de sociétés d'analyse financière qui utilisent ces indicateurs pour valoriser un panel de sociétés comparables au Groupe.

Ces tests n'ont donné lieu à aucune dépréciation des écarts d'acquisition au cours du 1^{er} semestre 2016 en tenant compte notamment, pour l'UGT France, d'un taux de croissance annuel moyen du CA de 5,6% sur les 5 années à venir et d'un objectif de rentabilité normatif de 6%.

Par ailleurs, le management estime qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés (taux d'actualisation, taux de croissance long terme...) utilisées pour le calcul de la valeur recouvrable ne pourrait conduire à ce que la valeur comptable des UGT soit significativement supérieure à leur valeur recouvrable. L'analyse de sensibilité du calcul à une variation conjointe des paramètres suivants n'a pas mis en évidence de valeur recouvrable inférieure à la valeur comptable de chacune des unités génératrices de trésorerie :

- +/- 2 points de taux de croissance du chiffre d'affaires sur les 5 premières années ;
- +/- 1 point du taux de marge opérationnelle sur les 5 premières années ;
- +/- 0,5 point du taux d'actualisation et le taux de croissance à long terme.

4.2. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015
Créances clients	21 972	20 324
Créances facturées	12 477	14 444
Autres débiteurs	24 501	22 214
Avances et charges constatées d'avance	1 984	2 140
Total créances clients et autres débiteurs	60 932	59 120
Les créances clients sont présentées nettes des pertes de valeur	-1 634	-810

4.3. CAPITAUX PROPRES

Au 30 juin 2016, le capital s'élève à 1 427 766 euros pour un nombre total de 28 555 320 actions de 0,05 euros de nominal chacune, entièrement libérées.

Le groupe conserve en autocontrôle 1 281 017 actions propres (représentant 5,0% du capital) et 116 284 actions auto-détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité confié à un prestataire externe, ainsi que 8 011 BSAAR.

4.4. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015
Dettes fournisseurs	9 218	9 361
Dettes fiscales et sociales ⁽¹⁾	28 066	27 775
Autres dettes	399	865
Dettes sur acquisitions - compléments de prix	551	884
Produits constatés d'avance ⁽²⁾	4 258	5 917
Total fournisseurs et autres créditeurs	42 491	44 801

- (1) Le solde à fin 2015 intégrait un échelonnement sur les dix premiers mois de 2016 de 1,5 million d'euros lié aux cotisations retraites 2015 (0,6 million d'euros à fin juin 2016), intégralement réglé début octobre 2016. Par ailleurs une franchise de loyers 2016 sur les locaux de Levallois d'un montant de 1,2 million d'euros avait été obtenue sur la reconduction en septembre 2015 du bail locatif. Compte tenu du décalage dans l'encaissement de créances fiscales matérielles, initialement attendu sur l'été 2016, les cotisations de retraite complémentaire des mois de mai à août 2016 pour un total de 0,4 million d'euros à fin juin et 1,8 million d'euros à fin septembre ont été échelonnées sur l'exercice 2017. Par ailleurs, le solde à fin juin 2016 intègre un solde net de 1,2 million d'euros de dettes TVA liée à une erreur technique identifiée en septembre (dont 2,1 millions d'euros au passif et 0,9 à l'actif à fin juin). Ce montant sera régularisé dans les déclarations du mois de septembre déposées en octobre 2016. L'encaissement du CIR 2015 pour un montant de 2,2 millions d'euros et l'indemnité judiciaire de 0,7 million d'euros consécutive à la condamnation de l'Etat sur le marché ONP ont été perçus mi-octobre 2016.
- (2) Variation du poste dépendante du niveau d'avancement et des modalités de facturation des projets réalisés en mode forfaitaire

4.5. ENDETTEMENT FINANCIER

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015
Emprunts à long terme	2 856	4 046
Mobilisation Crédit d'Impôt Recherche (CIR)	6 903	9 271
CICE	2 059	2 059
Dettes financières long terme	11 818	15 376
Emprunts à long terme - part à moins d'un an	1 518	1 264
CIR - part à moins d'un an	2 368	1 176
Autres dettes financières	10	51
Dettes envers société d'affacturage	11 034	12 299
Dettes financières court terme	14 930	14 790
Endettement financier brut	26 748	30 166

Analyse de l'endettement financier net

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 892	10 732
Concours bancaires	-	-39
Intérêts courus non échus	-10	-11
Trésorerie Nette figurant au tableau de trésorerie	4 882	10 682
Emprunts bancaires	15 704	17 816
Dettes envers société d'affacturage	11 034	12 299
Autres dettes financières à moins d'un an	-	-
Endettement	26 738	30 115
Endettement financier net	21 856	19 433

4.6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

4.6.1. Information sectorielle

L'information sectorielle est analysée suivant l'axe géographique pour lequel il existe une mesure de la performance, en particulier au niveau des éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement et des flux de trésorerie.

En milliers d'euros	30/06/2016			30/06/2015		
	France	Autres pays	Total	France	Autres pays	Total
Chiffre d'affaires	40 910	15 451	56 361	39 375	11 512	50 886
Résultat Net des activités poursuivies	-1 032 ⁽¹⁾	656	-376	-312	140	-172

(1) Dont 0,9 millions d'euros de provision à caractère exceptionnel sans effet cash (voir note 3.3 al.1). Hors cette provision, le résultat net du premier semestre 2016 aurait été positif de 0,5 m€, contre une perte de 0,2m€ sur la même période 2015.

4.6.2. Engagements

Il n'y a pas de modification significative des engagements hors bilan par rapport aux éléments décrits en page 57 du document de référence 2015.

4.6.3. Passifs éventuels

A la date d'arrêté des comptes, il n'existe pas de passif éventuel susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

4.6.4. Evènements postérieurs à la clôture

Néant

4.6.5. Principales transactions avec les parties liées

Il n'existe aucune transaction connue avec des parties liées au Groupe au sens de la norme IFRS à l'exception de celles décrites dans le document de référence 2015 aux pages 57 et 58. Au cours des six premiers mois de l'exercice 2016, aucune nouvelle opération significative n'a été réalisée avec des entreprises associées, des actionnaires détenant un droit de vote significatif dans le capital de MICROPOL S.A., des membres des organes de direction y compris les administrateurs et les

censeurs, des entités sur lesquelles un des principaux dirigeants exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable ou détient un droit de vote significatif.

III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Micropole SA, relatifs à la période du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Comme indiqué dans le paragraphe « 4.1 Ecart d'acquisition » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés, le groupe évalue les actifs des unités génératrices de trésorerie (UGT) afin de les comparer avec leurs valeurs comptables et, au cas où ces dernières seraient supérieures, des provisions sont comptabilisées. Cette évaluation repose sur l'actualisation de prévisions de flux de trésorerie futurs et donc, comme indiqué dans la note « 1.3 Jugement et estimations de la Direction » de l'annexe, sur l'exercice du jugement.

Dans le cadre de nos travaux sur les estimations comptables, nous avons apprécié la pertinence des hypothèses retenues par la Direction. Ces travaux nous ont amenés à identifier une divergence d'appréciation portant sur le taux d'actualisation retenu et notamment sur les composantes relatives au taux sans risque et à la prime de risque spécifique. Notre analyse conduirait à appliquer un taux d'actualisation de 11% pour l'UGT France au lieu de 7,7% retenu par la Direction. L'application de ces taux aurait conduit à comptabiliser une provision de 3,6 millions d'euros.

Sous cette réserve et sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'autres anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention :

- Sur la note « 1.3 Jugements et estimations de la direction » de l'annexe qui précise les bases de préparation des comptes semestriels consolidés.
- Sur la note « 3.3 Autres produits et charges opérationnels » de l'annexe qui explicite la nature des autres charges non opérationnelles et mentionne la résolution du litige ONP.
- Sur la note « 4.4 Fournisseurs et autres créditeurs » de l'annexe dont les renvois portent notamment sur la comparabilité du bilan au 30 juin 2016 par rapport à la période précédente ainsi que sur l'échelonnement du paiement des cotisations de retraite.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. A l'exception de l'incidence des faits évoqués dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 21 octobre 2016

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Grant Thornton

Thierry BILLAC

Jean-François Baloteaud

IV. DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Levallois-Perret, le 21 octobre 2016
Monsieur Christian Poyau
Président et Directeur Général
de MICROPOLE